

L'ÉDITO

Colette Braeckman

UNE ANNONCE DE DÉPART OUVRIRA LE CHAMP DES POSSIBLES

Dites seulement une parole et je serai guéri... » La phrase du centurion romain à Jésus pourrait s'appliquer au Congo : malgré les violences qui se répandent à travers le pays, malgré la situation économique désastreuse, malgré la rue qui gronde et la jeunesse qui se prépare à manifester, un seul mot, ou plutôt deux pourraient calmer le jeu. Deux mots magiques : « je pars ».

Si le président Kabila, dont le mandat a expiré en décembre dernier, sortait tout à coup de l'ambiguïté pour annoncer son départ, à l'issue du « bonus » d'un an qui lui avait été accordé lors des accords de la Saint-Sylvestre, il y a gros à parier que la tension retomberait rapidement. Ce départ ouvrirait une « transition sans Kabila » (TSK) où une autorité intérimaire, la

plus apolitique possible, serait chargée de préparer les échéances électorales et de remettre le pays sur pied.

Quelques évidences pourraient alors apparaître : M. Nangaa, le président de la Commission électorale, a sans doute raison lorsqu'il dit que 504 jours sont nécessaires pour organiser les divers scrutins dans des conditions correctes. Même si l'oppo-

L'annonce par Kabila de son départ calmera les esprits

sition et la société civile clament le contraire, chacun sait que tenir un scrutin, cette année encore, est non seulement irréaliste mais que cet exercice bâclé ouvrirait la porte à toutes les tricheries, toutes les contestations... Il est évident aussi que les partis politiques, les candidats qui comptent concourir ont besoin d'un climat apaisé, d'un peu de temps pour faire campagne et en trouver les moyens, la précipitation ne pouvant favoriser que les plus fortunés ou les dauphins de la majorité présidentielle... En réalité, le fond du problème est moins le calendrier définitif

des élections que le viol de la Constitution, un texte fondamental qui avait permis de ramener la paix et de rétablir la confiance après les années de guerre.

Le président Kabila, longtemps présenté comme l'« autorité morale » de sa majorité, sinon du pays, aurait dû demeurer fidèle à sa vocation initiale : reconstruire le Congo, y ramener la paix, le développer et... préparer une succession apaisée, qui aurait pu

servir de modèle à d'autres pays de la région. Aujourd'hui, les griefs des Congolais sont nombreux, l'aspiration au changement est évidente et même si elle est inutile, la crise n'en est pas moins profonde. Un seul homme, pour avoir failli à ses promesses, incarne désormais cette somme de frustrations. L'annonce de son départ, sinon demain, du moins à une date fermement déterminée, rouvrira le champ des possibles, calmera les esprits et désamorcera une violence qui ne demande qu'à s'étendre.

Un seul mot, une parole, et le Congo, s'il ne sera pas sauvé pour autant, pourra au moins croire en ses chances de guérison...